

J'Y VOIS CLAIR

Des médicaments à prix cassés grâce à des licences obligatoires ?

L'immersion de médicaments innovants présente une contrepartie sombre : le prix demandé pour un juste retour de l'investissement et de la recherche. Le PTB a rédigé une proposition de loi qui sera examinée aujourd'hui en commission Santé à la Chambre. Elle vise à établir des licences obligatoires pour baisser les prix.

FRÉDÉRIC SOUMOIS

Depuis trois ans, les dépenses de l'Inami consacrées aux médicaments ont augmenté plus que prévu, atteignant 4,5 milliards d'euros en 2018.

Qu'est-ce qui est en cause ? Pour que le patient obtienne l'accès à un médicament innovant, son remboursement se fait de plus en plus par le biais des fameuses « conventions article 81 ». Maggie De Block, la ministre Open VLD de la Santé publique négocie directement avec la firme pharmaceutique afin d'obtenir des réductions sur le prix du produit. Pendant un certain temps, un prix secret est fixé et le remboursement du patient est garanti. « Mais alors que l'intention initiale était de n'utiliser cette procédure qu'à titre exceptionnel, les contrats de ce type sont de plus en plus nombreux et concernent des montants toujours plus importants. L'année dernière, un milliard d'euros, soit près d'un quart du budget total des médicaments, aurait été consacré à ces contrats secrets. Cela représente une multiplication par six en trois ans », explique la docteure Sofie Merckx, conseillère communale PTB à Charlevoix et spécialiste santé pour le parti d'extrême gauche.

Quels sont ces médicaments ? Ce sont principalement des immunothérapies contre le cancer, des antiviraux ou des médicaments pour des maladies orphelines. Pour l'immunothérapie, le prix s'élève entre 40.000 et 100.000 euros. Pour le sofosbuvir, une molécule capable de guérir l'hépatite C, c'est environ 45.000 euros pour trois mois. « Jamais auparavant notre assurance maladie n'avait été soumise à une telle pression, à un tel rythme en raison du prix exorbitant d'une poignée de médicaments pour un nombre relativement restreint de patients, argumente Sofie Merckx. L'industrie pharmaceutique tente de justifier ces prix élevés par les coûts de développement importants de ces médicaments. Il s'agit d'une argumentation totalement fallacieuse : le prix de revient de ces nouveaux médicaments très coû-

teux est totalement disproportionné par rapport aux coûts réels de développement investis par les sociétés pharmaceutiques. Nous savons par exemple que le coût de production de l'immunothérapie est de 100 à 300 euros par traitement, soit moins d'un pour cent du prix de vente. »

N'est-ce pas là le retour normal de coûts énormes de développement ? « Les sociétés pharmaceutiques ne répercutent pas les coûts de développement, elles facturent simplement aux patients et à la caisse d'assurance maladie le prix le plus élevé que ceux-ci sont prêts à payer, rétorque Sofie Merckx. 23 % du prix de revient d'un médicament sont consacrés à la publicité, contre 17 % seulement à la recherche et au développement. »

Quelle est l'idée des licences obligatoires ?

Une licence obligatoire permet à une entreprise de produire et de vendre un médicament donné, même si celui-ci est encore sous brevet, en échange du versement d'une indemnité équitable au titulaire du brevet. Une

« L'industrie pharmaceutique tente de justifier ces prix élevés par les coûts de développement. Il s'agit d'une argumentation totalement fallacieuse »

licence obligatoire permet de briser le monopole détenu par une entreprise sur un médicament. Cet outil peut dès lors être utilisé afin de forcer une ouverture du marché, ou simplement servir de moyen de pression afin d'obtenir un prix raisonnable pour un médicament dans le cadre des négociations avec une entreprise pharmaceutique. Le PTB n'est pas le seul à prôner ce type de technique : lors du récent symposium à la Chambre sur l'accessibilité financière des médicaments, Médecins du Monde, Test-Achats et Kom op tegen Kanker, ont également prôné l'utilisation de licences obligatoires comme une mesure importante pour lutter contre les prix exorbitants des médicaments les plus récents.